



Géographie  
et cultures

## Géographie et cultures

103 | 2017

Jardiner pour coproduire la ville

---

# Jardiner pour coproduire la ville

Mobilisations citadines et stratégies d'acteurs

Florence Brondeau

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/5559>

ISSN : 2267-6759

### Éditeur

L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 5-17

ISBN : 978-2-343-14481-8

ISSN : 1165-0354

### Référence électronique

Florence Brondeau, « Jardiner pour coproduire la ville », *Géographie et cultures* [En ligne], 103 | 2017, mis en ligne le 18 octobre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/gc/5559>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

---

# Jardiner pour coproduire la ville

Mobilisations citadines et stratégies d'acteurs

Florence Brondeau

---

- 1 Dans un contexte de renaturation des villes (Blanc, 2013), de reconnexion des citoyens à la nature et de redéfinition des modèles urbains, un nouvel engouement pour le jardinage s'inscrit dans une démarche de valorisation plus large de l'agriculture urbaine : il s'agit de renouveler le rapport des citoyens à leur ville et à leur espace de vie quotidien, tant dans une approche esthétique que fonctionnelle, de reconsidérer les circuits d'approvisionnement alimentaire, en particulier la provenance et la qualité des produits consommés, de revisiter également le type de rapports sociaux qui se sont tissés à différentes échelles...
- 2 Ce numéro s'inscrit dans la continuité d'une réflexion initiée dans un précédent numéro intitulé *Cultiver la ville : de la diversité des pratiques et des formes d'appropriation citoyennes*. Il s'agit ici de présenter des analyses centrées sur l'organisation des mobilisations citadines à l'origine ou partie prenante des projets de jardinage urbains et d'envisager les stratégies d'acteurs qui se croisent, se juxtaposent, se chevauchent, s'opposent... et se construisent.
- 3 Au fil de ces cinq articles semblent se dégager une certaine diversité dans les démarches de coproduction de l'espace et des paysages urbains. Les fonctions multiples attribuées au jardinage participent en effet du renouvellement des modèles urbains. Structurées sous la forme de projets et initiées par des acteurs plus ou moins encadrés par les pouvoirs publics, ces initiatives ne restent pas moins diversifiées. Si certaines constructions collaboratives prennent la forme d'un compromis bâti sur le dialogue entre les acteurs, des démarches plus spontanées éclosent dans les espaces vacants ou délaissés. En dépit de leur caractère parfois éclaté, ces dynamiques sont révélatrices d'une volonté de réappropriation citoyenne de l'espace et de l'environnement urbain. Les projets promus autour des jardins collectifs sont cependant loin d'être simplement l'expression de la seule mobilisation citoyenne : leur mise en œuvre relève le plus souvent d'une diversité d'acteurs publics et privés, dont les objectifs peuvent diverger voire s'opposer. Ainsi, si certains projets ont été envisagés par rapport à un scénario précis présentant des étapes bien identifiées, d'autres ont évolué en fonction de trajectoires plus chaotiques. La réappropriation par les collectifs de jardiniers de parcelles en friches, de délaissés, ou de

pieds d'immeuble, etc., est animée par un désir de ville socialement plus durable et plus équitable. Il peut être réinterprété comme une réponse à une « tragédie du non-commun », c'est-à-dire associée à l'absence d'un foncier qui ne soit ni approprié par le privé ni par l'État. En dépit du fait qu'ils puissent se trouver morcelés, ces communs sont basés sur le partage d'un territoire, de connaissances et de savoir-faire et d'un mode de gouvernance. Dans ce contexte, le jardinage est utilisé comme un outil d'aménagement urbain accompagnant le mouvement de transition urbaine en cours. Le modèle de ville « vivrière » comme celui de « ville-fertile » renouvellent un schéma qui distinguait une dualité stricte entre ville et campagne. Outil de réhabilitation urbaine engendrant de nouvelles inégalités socio-spatiales, outil d'un urbanisme tactique ou participe d'un paysagisme bénévole réduisant l'implication des citoyens en proposant un simple « faire faire », certains projets peuvent cependant être analysés avec un certain regard critique.

## Jardiner la ville : diversité des démarches de coproduction

### Une démarche plus ou moins consensuelle par projet : des initiatives citoyennes encadrées à des approches plus spontanées et militantes

- 4 La construction collaborative associée au jardinage peut être analysée comme la recherche d'un compromis bâti sur le dialogue entre les acteurs engagés (jardiniers, citoyens, pouvoirs publics...) de façon à aboutir à la construction d'un projet. Perrine Vandembroucke *et al.* montrent ainsi, à partir d'exemples situés à Paris, Lyon ou Marseille, comment la notion de projet renvoie à la prise en considération des contextes sociaux et spatiaux et rompt ainsi avec une approche planiste de l'urbanisme. Cette approche « projet » semble de plus en plus privilégiée dans le domaine de l'agriculture urbaine. Ainsi dans l'analyse lexicale qui a été menée corrélativement à la participation des citoyens au budget participatif de la ville de Rennes, Giulia Giacchè et Sabine El Moualy mettent en évidence la place centrale qui a été attribuée au mot « projet », décliné à différentes échelles et orienté vers des objectifs forts différents, selon qu'il s'agit de projets focalisés sur une école ou un pied d'immeuble (actions de sensibilisation, de lien social...) ou envisagés à l'échelle de la ville (modèle alimentaire en question, fonctions écologiques et services écosystémiques...). Marion Ernwein rappelle qu'en octobre 2012, lors d'un congrès était rédigée et signée à Strasbourg la *Déclaration universelle pour le droit à la ville jardinée*. Reconnaisant la légitimité des citoyens à vouloir agir collectivement sur leur cadre de vie, l'appel à rédaction invitait les collectivités à coproduire les espaces verts urbains avec les citoyens.
- 5 Le rôle moteur des pouvoirs publics dans la mise en place de méthodes participatives est développé par Giulia Giacchè et Sabine El Moualy avec l'exemple de la ville de Rennes. Dans le cadre de l'élaboration du budget participatif, une plateforme a été créée en ligne de façon à enregistrer en ligne les propositions de projets envoyés par les citoyens et les commentaires formulés par les autres usagers. Il s'agissait de distinguer ainsi trois points de vue : le porteur projet, le citoyen et la collectivité locale, de façon à élaborer une grille de lecture croisée entre les stratégies des porteurs et les commentaires déposés par la Ville et la société civile. Cela permet d'établir une base de réflexion sur les initiatives envisageables dans un contexte qui se veut consensuel. Par ailleurs, à la lumière des

travaux menés dans les jardins collectifs de Lyon, Paris et Marseille, Perrine Vandenbroucke *et al.* montrent que le projet de jardin mobilise le recours croissant à l'expertise de structures spécialisées dans la médiation sociale, l'animation environnementale, les techniques de jardinage ou le paysagisme. Accompagnant le montage du projet, ces acteurs intermédiaires participent à l'émergence et à la reformulation d'une demande sociale et contribuent à la traduction des aspirations sociales dans un projet de gouvernance et de paysage (Corajoud, 2010). Ils interviennent de plus en plus dans la maîtrise d'ouvrage alors que le jardin collectif est saisi comme « outil » d'aménagement. À juste titre, les auteurs se questionnent vis-à-vis de cette professionnalisation basée sur des modèles et des méthodes dont la généralisation pourrait amener à un processus de normalisation sociale et paysagère autour d'un concept de « bon jardin ».

- 6 Toutefois, dès le début de son analyse, Erwein souligne bien comment la thématique du jardinage urbain s'inscrit dans l'histoire des mouvements sociaux en prenant la forme dès le XVII<sup>e</sup> siècle d'un outil de lutte politique et sociale à l'image du mouvement des *Diggers* anglais. Dans le même sens, les premiers jardins collectifs new-yorkais associés au mouvement de *guerilla gardening*, ont été utilisés comme un outil de contestation des politiques urbaines dans les années 1970, en proposant une idéologie alternative appliquée par les citoyens eux-mêmes, prônant la valeur d'usage de l'espace vécu. Dans ce contexte, les friches et les espaces vacants ont fait l'objet d'une réappropriation citoyenne spontanée visant à une répartition plus égalitaire des aménités environnementales et au développement de jardins accessibles aux populations exclues des espaces publics classiques fortement normés et réglementés. Si New York est un cas emblématique, ces dynamiques se retrouvent dans de nombreuses autres villes où on rapporte la participation des jardins collectifs à des luttes urbaines allant du combat contre les déserts alimentaires (Paddeu, 2012) à celui de la dé-financiarisation de la production urbaine (Follmann & Viehoff, 2015). Dans le contexte des villes en décroissance nord-américaines, dans des quartiers où de vastes territoires se sont retrouvés vacants et où le tissu économique et social fut affaibli par le déclin démographique, la faible vitalité de la vie associative et l'absence des pouvoirs publics, Flamina Paddeu montre comment la réappropriation de la terre, le partage de ses ressources et des pratiques de cultures permettent de créer de nouvelles solidarités au sein du quartier et d'initier des formes de gouvernance alternatives. Dans le cas du quartier des Murs à Pêches à Montreuil, abordé par Damien Deville et Florence Brondeau, certaines associations implantées essaient de mettre en place de nouvelles formes de productions agricoles inspirées de la permaculture dans un cadre où le renouvellement du modèle sociétal constitue un réel moteur et l'objectif essentiel.

## Des projets concus par étapes : diversité des trajectoires de construction

- 7 Pour Perrine Vandenbroucke *et al.*, la première étape de conception du projet consiste au passage de l'idée au projet de jardin dans une démarche concrète d'aménagement reposant sur des objectifs identifiés et partagés par un ensemble d'acteurs. Au cours de cette première phase, il s'agit d'identifier un site, de mobiliser des financements, et de mettre en place une dynamique qui fédère ces acteurs autour du projet. Cette démarche peut mobiliser l'expertise spécifique de concepteurs, paysagistes en particulier, ou d'associations et bureaux d'études spécialisés dans le montage de jardins ; qui seront ou non

associés au projet dans la durée. La seconde étape correspond à l'aménagement du jardin, c'est la réalisation concrète du projet paysager. Parfois gérée par les services espaces verts, cette étape peut être déléguée à des maîtres d'œuvre, parfois même confiée au groupe de jardiniers. Enfin, se dégage la phase de stabilisation. Celle-ci correspond au temps nécessaire aux jardiniers, aux gestionnaires et aux partenaires pour définir un mode de fonctionnement interne correspondant aux attentes du groupe et assurer une stabilité financière et matérielle. La longueur de cette phase de stabilisation serait fonction d'après les auteurs du degré d'implication des habitants ; le jardin n'étant par ailleurs jamais stabilisé, en permanente redéfinition au gré de la dynamique sociale et institutionnelle qu'il cristallise.

- 8 La trajectoire aboutissant à la construction d'un projet de jardinage semble parfois plus chaotique et les étapes moins clairement définies en amont. Dans le cas des Murs à Pêches, Damien Deville et Florence Brondeau estiment que c'est la multiplication de projets controversés et partiellement abandonnés, succédant à une longue période de délaissement par les pouvoirs publics, qui a finalement contribué à déclencher un réveil des débats citoyens. Le foisonnement d'initiatives associatives correspond à la fin d'une période de « veille » au sens d'Ambrosino et Andres (2008). La marginalisation d'un territoire où les règles urbaines ne s'appliquent plus vraiment (Groth & Corijn, 2005) favorise en effet « l'installation d'une "permissivité" potentielle apparente qui se traduit par des formes d'appropriation associées à des modes de vie marginaux, à des activités artistiques informelles ou au développement d'initiatives économiques alternatives, éphémères ou précaires, susceptibles de renverser les valeurs fonctionnelles, symboliques voire foncières initiales » (Ambrosino & Andres, 2008).
- 9 On retrouve des éléments de cette dynamique dans les réappropriations territoriales par des associations de quartier à Detroit : au-delà du geste initial et fondamental de *guerrilla gardening*, Flaminia Paddeu montre comment ces démarches s'inscrivent dans une démarche militante et politique sur des territoires délaissés par les pouvoirs publics, (réappropriation de la terre et ses moyens de productions, relocalisation des systèmes alimentaires, amélioration de la sécurité et de l'autonomie alimentaires...), et visent à la construction d'une appropriation et d'une gouvernance collectives alternatives.

## De la diversité des acteurs impliqués et de leurs objectifs : des stratégies à géométrie variable

- 10 Marion Ernwein à partir d'exemples genevois montre que la dynamique promue ces dernières années autour des jardins collectifs relève de la mobilisation d'une grande diversité d'acteurs publics, privés et associatifs. L'auteure rappelle le rôle déterminant joué par les pouvoirs publics, en particulier lorsque les municipalités sont propriétaires du foncier : ils favorisent l'émergence du projet, jouent un rôle de médiation et d'appui, consentent des financements ou assurent une prise en charge technique de l'aménagement ; plus rarement ils peuvent être à l'origine du projet et en assurer la gestion. À l'échelle des agglomérations et des métropoles, les documents de planification urbaine dressent le cadre des orientations stratégiques. Perrine Vandenbroucke *et al.* insistent dans ce sens sur le fait que les politiques publiques portant spécifiquement sur le jardinage urbain ont connu un développement rapide à New York, à Lisbonne comme à Montpellier, à Rennes, à Paris ou à Barcelone. Dans ce cadre, les municipalités apportent aux jardins collectifs intra-urbains une reconnaissance et un soutien technique et/ou

financier ainsi qu'un accompagnement dans le montage et les processus dits participatifs. Les études menées à Lyon, Marseille ou Paris évoquées par ces auteurs montrent que les acteurs se renouvellent également dans la sphère associative. Aux côtés des acteurs historiques des jardins familiaux se déploient des associations rattachées pour la plupart au réseau national du Jardin dans tous ses états (JTSE), ainsi qu'une multitude d'associations environnementales, pour lesquelles le jardin devient le support d'animations, de formations, d'éducation et de sensibilisation à l'environnement. Les bailleurs sociaux se révèlent également comme des acteurs du déploiement des jardins, en tant que propriétaires des terrains, mais également de plus en plus comme initiateurs de projets de jardins (Marseille, Lyon). Perrine Vandenbroucke *et al.*, insistent enfin sur le rôle des futurs usagers, habitants et jardiniers, impliqués de manière variable dans le processus de création de jardins collectifs : parfois à l'initiative du projet de jardins, ils peuvent être simplement « recrutés » à l'issue de l'aménagement d'un site livré clés en main pour se voir attribuer une parcelle (Tertrais, 2014).

- 11 Des objectifs et des stratégies spécifiques voire divergents apparaissent comme sous-jacents à la multiplicité des acteurs en jeu.
- 12 Perrine Vandenbroucke *et al.* envisagent le jardin collectif dans un cadre théorique comme le produit d'un compromis entre ces différents acteurs et mettent en évidence trois approches aboutissant au projet de jardin collectif. (1) Ce dernier peut d'abord être conçu comme un élément d'un projet sociopolitique plus global envisagé à différentes échelles, d'une part dans une perspective militante pour les associations (autoproduction alimentaire, circuits courts, promotion du bio, techniques écoresponsables, permaculture...), d'autre part dans le cadre d'un projet de ville durable et de promotion de la biodiversité pour les collectivités. (2) Le projet de jardin peut être par ailleurs conçu d'abord autour d'un lieu et s'inscrire ainsi dans la dynamique sociale d'un quartier, et dans les territorialités du quotidien, ou/et dans l'approche sensible, esthétique du site. (3) Enfin, ce type de projet peut être avant tout envisagé comme une « vitrine », pour les élus, les aménageurs, promoteurs, ou encore les bailleurs.
- 13 Dans le périmètre des Murs à Pêches à Montreuil, les projets de jardinage se rattacheront d'abord à la valorisation d'un lieu. Damien Deville et Florence Brondeau insistent sur le caractère divergent des objectifs envisagés par les différents acteurs partie prenante et des approches idéologiques sous-jacentes. La démarche de quelques-unes de ces associations est en effet clairement patrimoniale voire muséale. Il s'agit de reproduire les techniques anciennes de production et de réhabiliter les paysages hérités du passé horticole de la ville. L'objectif est donc de cultiver « comme avant » sur les vestiges de l'espace consacré aux murs à pêches. La réhabilitation de l'action de cultiver passe par aussi par des projets inspirés de l'agro-écologie et de la permaculture, qui vont bien au-delà de la seule fonction de production : il s'agit de renouveler le rapport au vivant et de développer un modèle sociétal se revendiquant du vivre ensemble. Ainsi, pour ces associations il s'agit bien dans ce cas de « cultiver autrement », en accord avec une certaine éthique environnementale. L'une des sources de désaccord qui divise les acteurs associatifs réside dans la vocation à donner à la valorisation du site : la fonction de production agricole semble incontournable pour certains alors qu'une orientation culturelle reste préférable pour d'autres. Par ailleurs, si la notion de partage fait partie intégrante de la plupart de ces projets associatifs, il faut néanmoins signaler que l'accès à ces jardins est limité à un petit nombre d'adhérents et que l'ouverture au public est limitée. La démarche de ces associations semble évoluer vers un certain « entre soi », un

effet NYMBY (*not in my backyard*). Ces divergences finissent par favoriser un morcellement des initiatives et du territoire et pénalisent la démarche de partage et d'ouverture dont se réclament tous ces projets. Par ailleurs, on peut se demander dans quelle mesure ces démarches associatives correspondent réellement aux attentes des riverains ; ceux-ci restent en effet finalement à ce jour peu impliqués dans ces structures, fréquentent peu cet espace, voire le connaissent à peine pour certains d'entre eux. Il semble d'ailleurs que les dynamiques en cours reposent sur des populations majoritairement extérieures au quartier et à la ville de Montreuil, en particulier pour ce qui concerne les associations les plus récentes, qui portent l'idée d'une valorisation agricole alternative. Cela explique sans doute les tensions qui se sont développées avec les structures plus anciennes, socialement ancrées dans le passé horticole de l'histoire montreuilloise.

- 14 Giulia Giacchè et Sabine El Moualy montrent par contre comment à Rennes un spectre élargi d'acteurs qui portent des regards multiples, parfois discordants, est pris en compte : les positionnements différents, les arguments de chacun, y compris ceux des citoyens hostiles à ce genre d'initiative émergent et devront être pris en compte pour contribuer à la fabrication collective et collaborative des projets de jardinage en particulier dans le cadre du projet de budget participatif.

## Le jardinage citoyen au service de la transition urbaine ?

- 15 La multifonctionnalité de l'agriculture urbaine a été largement démontrée (Wegmuller & Duchemin, 2010), elle lui confère un rôle tout particulier dans les politiques urbaines : celui d'un outil au service d'une transition urbaine en construction (Hopkins, 2008).

## Le jardinage comme outil des politiques urbaines

- 16 Giulia Giacchè et Sabina El Moualy rappellent comment le modèle de ville « vivrière », comestible et durable, renouvelle un schéma qui distinguait une dualité stricte entre ville et campagne et qui déléguait aux seuls agriculteurs professionnels la production d'aliments et la gestion d'espaces agricoles. Il s'agit de rétablir l'autonomie alimentaire des espaces urbains en entretenant des paysages agricoles au sein et dans les abords immédiats des agglomérations. Le modèle dit de « ville fertile », implique plutôt des « citoyens jardiniers » qui pratiquent une agriculture d'autoproduction ou de loisir (Mundler *et al.*, 2014) et une pratique du jardinage comme moyen d'éduquer, de tisser du lien social, de divertir et de produire une partie de la nourriture (jardins dans les écoles, les entreprises, les quartiers...).
- 17 Dans le cadre du budget participatif de la ville de Rennes explicité par les auteures, la notion de ville « vivrière » est présente, bien que le concept de production s'exprime davantage en termes de recherche de qualité des aliments et de proximité qu'en termes de couverture réelle des besoins vivriers. L'aménagement en 1983 d'une ceinture verte autour de la ville, la définition du Schéma de cohérence territoriale (2007) et du Plan local de l'agriculture (2006) permettent une intégration plus qualitative de l'agriculture et des espaces naturels dans les schémas d'aménagement de l'agglomération. Rennes Métropole (RM) est ainsi capable de produire une partie de son alimentation elle-même, alors qu'un



scénario d'autonomie alimentaire prévoit un renforcement de l'agriculture intra-urbaine qui repose certes sur une agriculture professionnelle mais aussi en partie sur les jardins familiaux. Cette préservation des espaces agricoles en péri-urbains a été envisagée sur la base du concept de la « ville-archipel ». Pourtant à travers l'analyse de ces auteures, il semble que ce soit toutefois le modèle de la ville « fertile » qui corresponde aux actions menées : des formes de jardinage à différentes échelles sont pratiquées (projet individuel, quartier, espaces délaissés ou sous-exploités), avec des niveaux d'engagement variés (du loisir à la production pour sa propre autosuffisante alimentaire) et pour des fonctions multiples (lien social, convivialité, cadre de vie, protection de l'environnement, production...). À Montreuil, un appel à projet a été lancé par la municipalité en 2008 en amont d'un projet « agri-urbain » dans le quartier des Murs à Pêches. Damien Deville et Florence Brondeau reviennent sur la réflexion collective menée à cette occasion par quelques associations militant pour une revalorisation agricole du quartier. L'objectif était d'installer des exploitants agricoles et de créer un centre de production, afin de faire émerger un « paysage comestible ». L'idée de nourrir la ville par des modes de production agricoles alternatifs s'inscrit également dans une démarche de développement économique local via le développement d'un réseau d'AMAP et la construction d'un marché couvert de producteurs. Faute de compromis satisfaisant obtenu par les différents acteurs en jeu, ce projet est toutefois resté en suspens.

- 18 En outre, l'analyse croisée entre les trois agglomérations de Lyon, Marseille et Paris, menée par Perrine Vandenbroucke *et al.* montre que les jardins partagés participeraient de la politique de la ville en tant qu'outils de rénovation urbaine et de réhabilitation des quartiers d'habitat social en périphérie et deviendraient ainsi des composantes de la ville diffuse. À l'inverse, un mouvement centripète d'implantation de jardins collectifs semble accompagner les dynamiques de densification et de requalification de quartiers urbains de centre-ville sous des formes souples, éphémères et de petite taille. Ici les logiques d'implantations foncières de ces jardins correspondent à l'investissement d'espaces « libres » de projets (aménagement d'espaces publics ou de cœurs d'îlot, ou occupation temporaire d'espaces transitoires, en attente de projets immobiliers). Cela se vérifie dans le cas de Montreuil ou de Detroit : la présence de nombreuses friches et espaces délaissés explique la tolérance observée par les municipalités quant à l'implantation de nombreuses associations dans un espace qui reste encore en devenir, dans l'attente d'un réel projet de réhabilitation.
- 19 D'après Marion Ernwein, le rapport entretenu par les institutions publiques aux espaces jardinés reste par ailleurs ambigu. Certaines municipalités semblent utiliser la plus-value foncière associée à la présence d'un jardin collectif : elles les utilisent de façon à revaloriser la valeur marchande du foncier dans les quartiers concernés. À Genève par exemple, l'objectif de s'éloigner du modèle des jardins familiaux correspondant à un profil populaire est clair. Il s'agit de valoriser des formes de jardinage privilégiant le caractère esthétique plutôt recherché par les classes moyennes. Par ailleurs, dans le contexte politico-économique actuel marqué par des politiques d'austérité, l'auteure, en s'appuyant sur l'analyse réalisée par Rosol à Berlin (Rosol, 2010 ; 2012) et à la lumière de ses travaux dans le Genevois, remarque que les municipalités utilisent les jardins collectifs de façon à externaliser l'entretien de l'espace public par des jardiniers bénévoles, par l'intermédiaire de « journées de l'environnement » par exemple. Cette pratique constitue une nouvelle offre participative au sein de laquelle « *il ne s'agit pas seulement de demander aux habitants ce qu'ils veulent, mais de les inciter à faire eux-mêmes* »



(Douay & Prévot, 2016). Le caractère éphémère et réversible de ce dispositif et sa conjugaison à une implication corporelle des habitants dans l'entretien de l'espace renvoient ainsi à la figure de l'urbanisme tactique, qui propose de transformer et dynamiser l'espace public urbain en combinant à des interventions légères et fréquemment réversibles, une participation citoyenne. Tandis que l'urbanisme tactique a montré qu'il était possible de « faire-faire » la ville éphémère aux citoyens, cette dynamique semble être élargie à la ville existante et à des projets sur le plus long terme, consistant à faire entretenir l'espace urbain existant aux citoyens à travers une pratique paysagiste bénévole. Les jardins collectifs peuvent être conçus comme une manière de faire entretenir l'espace public par des citoyens qui constituent autant de travailleurs non payés. Le « faire-faire » ne s'accompagne toutefois pas d'un « faire-décider » : à Vernier comme à Genève, Marion Ernwein relève que les bénéficiaires d'une parcelle de plantage ne participent aucunement à sa gouvernance. Elle montre surtout ici comment l'engouement des citoyens pour une implication dans la fabrique de la ville est intégré, institutionnalisé et normalisé par les pouvoirs publics dans un contexte d'austérité budgétaire.

## Jardiner pour construire de nouveaux communs

- 20 L'analyse menée par Flaminia Paddeu envisage l'occupation agricole des vacants à Detroit comme l'opportunité d'une part d'améliorer l'autonomie et l'accessibilité alimentaires des habitants de ces quartiers délaissés, d'autre part de créer un *empowerment* territorial des populations vulnérables, dans un contexte global de cherté du foncier. Les associations d'agriculture urbaine ambitionneraient donc par la réappropriation des vacants une meilleure accessibilité foncière pour tous : non pas la propriété foncière individuelle mais le droit de cultiver un lopin de terre et de produire sa propre alimentation. Ainsi, en s'appuyant sur les exemples étudiés à Berlin, La Havane ou New York, l'auteure considère que la réappropriation par l'agriculture urbaine de parcelles en friches, de délaissés, de pieds d'immeuble et de tout autre espace intersticiel, peut être réinterprétée à la fois comme la réappropriation de ce qui restait des communs et la création de nouveaux (McClintock, 2010). Elle développe l'idée intéressante que c'est une tout autre tragédie que celle de Hardin qui se déroule : celle que Dardot et Laval désignent comme la « *tragédie du non-commun* » (2014), c'est-à-dire associée à l'absence d'un foncier qui ne soit ni approprié par le privé ni par l'État. C'est sous ce prisme qu'une tragédie des vacants urbains peut être interprétée sous un nouveau jour. Dans ce sens, il faut relever que le « mouvement des places », à Istanbul (Fautras, 2015), New York ou Madrid, constitue avant tout une revendication contre la destruction de ce type d'espaces par l'urbanisation contemporaine.
- 21 À Detroit en particulier, ville en décroissance, la vacance foncière massive constitue une opportunité pour résoudre la tragédie des non-communs : la démonstration de Flaminia Paddeu repose sur l'idée que la crise constitue le terreau du commun. En s'appuyant sur l'idée que « *le paradigme des communs ne considère pas d'abord un système de propriété, de contrats et de marchés, mais des normes et des règles sociales, et des mécanismes légaux qui permettent à des individus de partager la propriété et le contrôle des ressources* » (Bollier, 2007), l'auteure montre que la construction des communs agricoles urbains réside dans trois dimensions : (1) l'occupation d'un territoire, (2) le réapprentissage et le partage de techniques et de savoir-faire agricoles, et (3) un mode de gouvernance basé sur des

normes morales et juridiques qui règlent leur action. L'émergence de ces communs se heurte toutefois à la montée en puissance d'investissements publics et privés, également attirés par la vacance de vastes espaces.

- 22 On retrouve cette dynamique dans le quartier des Murs à Pêches à Montreuil où Damien Deville et Florence Brondeau, considérant avec Weinstein (2013 ; 2015, d'après Ostrom), que « *la formation d'un commun repose sur la construction d'un ensemble cohérent de règles et de normes régissant les relations entre les individus impliqués dans l'usage et/ou la production d'un certain bien, et définissant les droits et obligations de ses membres* » envisagent les projets de jardinage associatifs comme autant de communs juxtaposés. On retrouve en effet ici des communs fonciers déterminés par des droits d'usage mais également des communs associés à des pratiques et au partage de connaissances. Ces communs sont aujourd'hui morcelés spatialement pour des raisons foncières et se différencient surtout par des règles collectives correspondant à une forme d'appropriation sociale spécifique. Les auteurs soulignent toutefois que l'impact pressenti du projet du Grand Paris semble propice à un rassemblement de ces mouvements associatifs dans une lutte contre les pouvoirs publics. Dans ce contexte, ils envisagent que ces dynamiques conflictuelles puissent aboutir à la construction d'un commun : « *Le commun ne relève pas d'une "gouvernance" pacifiée fonctionnant au consensus, il ne se constitue que dans et par le conflit, [...] ce qui est constitué comme commun l'est dans une opposition active à un processus de privatisation [...]* » (Dardot & Laval, 2015).
- 23 Cette tentative de présentation transversale des thématiques qui se sont dégagées au fil de la lecture de ces articles, laisse maintenant toute la place aux auteurs qui ont bien voulu participer à ce numéro et à leur travail original.

---

## BIBLIOGRAPHIE

AUBRY Christine, BAUDRY Sandrine, RÉMY Élisabeth, SCAPINO Julie, 2014, « L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris », *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1, p. 41-51.

AUDOUY Michel, 2014, « La ville fertile », in Sophie Allemand, Édith Heurgon, Sophie de Paillette, *Renouveau des jardins : clés pour un modèle durable ?*, Paris, Édition Hermann, p. 132-139.

BAUDRY Sandrine, 2010, *Cultiver son jardin, s'inscrire dans la ville : approche anthropologique des community gardens de New York City*, thèse de doctorat, Institut Paris-Diderot, 474 p. <tel-00962486/>

AMBROSINO Charles, ANDRES Lauren, 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 134, p. 37-51.

BANZO Mayté, 2009, *L'espace ouvert pour une nouvelle urbanité*, thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 205 p. <tel-00618968/>

BOLLIER David, 2007, « Growth of the commons paradigm », in Charlotte Hess et Elinor Ostrom (dir.), *Understanding knowledge as a commons*, Cambridge, MIT Press, p. 27-40.

- BOUKHRAEVA Louiza, MARLOIE Marcel, 2011, « Des sols agricoles au service de la résilience urbaine : réflexions à partir du cas de la Russie », *Espaces et sociétés*, n° 147, p 135-153.
- CORAJOURD Michel, 2010, *Le paysage c'est l'endroit où le ciel et la terre se touchent*, Arles, Actes Sud, 272 p.
- DARDOT Pierre, LAVAL Christian, 2015, « Propriété, appropriation sociale et institution du commun », in Thomas Boccon-Gibod, Pierre Crétois (dir.), *État social, propriété publique et biens communs*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Les voies du politique », p. 71-84.
- DEMAILLY Kaduna-Ève, 2014, « Les jardins partagés franciliens, scènes de participation citoyenne ? », *EchoGéo*, n° 27. <<http://echogeo.revues.org/13702>>
- DEMAILLY Kaduna-Ève, 2014, *Jardiner les vacants. Fabrique, gouvernance et dynamiques sociales des vacants urbains jardinés du nord-est de l'Île-de-France*, thèse de géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 514 p.
- DOBSON Andrew, 2006, *Green political thought*, Routledge, 4<sup>e</sup> éd., 140 p.
- DOUAY Nicolas, PRÉVOT Maryvonne, 2016, « Circulation d'un modèle urbain "alternatif" ? Le cas de l'urbanisme tactique et de sa réception à Paris », *Echogéo*, n° 36. <<http://journals.openedition.org/echogeo/14617>>
- DUCHEMIN Éric, 2012, « Agriculture urbaine : quelle définition ? Une actualisation nécessaire ? », *Agriurbain*. <<http://agriurbain.hypothese.org/2705>>
- DUCHEMIN Éric (dir.), 2013, *Agriculture urbaine : aménager et nourrir la ville*, Montréal, Les éditions en environnement VertigO, 396 p.
- FAUTRAS Agathe, 2015, *Les Bostan d'Istanbul : des jardins partagés comme espaces de résistance*, mémoire de Master 2 GAELE spécialité CPP, Université Paris Sorbonne, 206 p.
- FLEURY Antoine, 2007, *Les espaces publics dans les politiques métropolitaines. Réflexions au croisement de trois expériences : de Paris aux quartiers centraux de Berlin et Istanbul*, thèse de doctorat en géographie, Université de Paris 1, 675 p. <<http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00259957/fr/>>
- FLEURY Antoine, VIDAL René, 2009, La place de l'agriculture dans la métropole verte, *Projets de paysage*. <[http://www.projetsdepaysage.fr/fr/la\\_place\\_de\\_l\\_agriculture\\_dans\\_la\\_metropole\\_verte](http://www.projetsdepaysage.fr/fr/la_place_de_l_agriculture_dans_la_metropole_verte)>
- FOLLMANN Alexandre, VIEHOFF Valerie, 2015, « A green garden on red clay: creating a new urban common as a form of political gardening in Cologne, Germany », *Local Environment*, vol. 20, n° 10, p. 1148-1174.
- GROTH Jacqueline, CORIJN Éric, 2005, « Reclaiming urbanity: indeterminate spaces, informal actors and urban agenda setting », *Urban Studies*, vol. 42, n° 3, p. 503-526.
- HOPKINS Rob, 2008, *The transition handbook*, Green Books Ltd, 240 p.
- MCCLINTOCK Nathan, 2010, « Why farm the city? Theorizing urban agriculture through a lens of metabolic rift », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 3, p. 191-207.
- NAHMIAS Paula, HELLIER Emmanuelle, 2012, « La gouvernance urbaine en question : le cas des lieux de nature cultivée : une lecture de la situation rennaise », *VertigO*, vol. 12, n° 2. <<http://vertigo.revues.org/13109>>
- ORDUNA-GIRO Paula, JACQUOT Sébastien, 2014 « La production participative d'espaces publics temporaires en temps de crise. Le projet *Pla Buits* à Barcelone », *Métropolitiques*, 7 novembre 2014. <<http://www.metropolitiques.eu/La-production-participative-d.html>>

- PADDEU Flaminia, 2012, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *VertigO*, vol. 12, n° 2. <<http://vertigo.revues.org/12686>>
- PADDEU Flaminia, 2015, *De la crise urbaine à la réappropriation du territoire : Mobilisations civiques pour la justice environnementale et alimentaire dans les quartiers défavorisés de Detroit et du Bronx à New York*, thèse de doctorat, Université Paris Sorbonne.
- POULOT Monique, 2014, « L'invention de l'agri-urbain en Île-de-France. Quand la ville se repense aussi autour de l'agriculture », *Géocarrefour*, vol. 89, n° 1, p. 11-19.
- ROSOL Marit, 2012, « Community volunteering as neoliberal strategy? Green space production in Berlin », *Antipode*, vol. 44, n° 1, p. 239-257.
- SCHEROMM Pascale, MOUSSELIN Guilhem, 2015, « Vers une mise en politique des jardins collectifs urbains. Approche comparée de deux trajectoires municipales à Montpellier et à Lisbonne », *Articulo - Journal of Urban Research*, n° spécial 6. <<http://journals.openedition.org/articulo/2685>>
- SOULARD Christophe-Toussaint, 2014, *Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes*, mémoire d'habilitation à diriger de la recherche, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III. </tel-01016218/>
- TERTRAIS Auxane, 2014, *Les jardins partagés de la Cité Moulin Neuf (Stains, Seine Saint Denis) : quelle appropriation pour quelle insertion ?*, mémoire de Master 2 GAELE, spécialité EDMER, Université Paris Sorbonne, 196 p.
- TOMAS François, 2001, « L'espace public, un concept moribond ou en expansion ? », *Géocarrefour*, vol. 76, n° 1, p. 75-84.
- WEGMULLER Fabien, DUCHEMIN Éric, 2010, « Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine à Montréal : étude des discours au sein du programme des jardins communautaires », *VertigO*, vol. 10, n° 2. <<http://vertigo.revues.org/10445>>
- WEINSTEIN Olivier, 2013, « Comment comprendre les "communs" : Elinor Ostrom, la propriété et la nouvelle économie institutionnelle », *Revue de la régulation*, n° 14. <<http://regulation.revues.org/10452>>
- WEINSTEIN Olivier, 2015, « Comment se construisent les communs : questions à partir d'Ostrom », in Benjamin Coriat (dir.), *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Monts, Les liens qui libèrent, p 69-86.

## AUTEUR

**FLORENCE BRONDEAU**

Université Paris Sorbonne  
Laboratoire ENeC UMR 8185  
[Florence.Brondeau@paris-sorbonne.fr](mailto:Florence.Brondeau@paris-sorbonne.fr)